

### **MALGRÉ LE CESSEZ-LE-FEU CONCLU AVEC LE GOUVERNEMENT LES AFFRONTEMENTS ET LES VIOLATIONS DES DROITS DE L'HOMME CONTRE L'ETHNIE SHAN CONTINUENT**

Depuis que le gouvernement a signé un accord de cessez-le-feu avec l'armée birmane et l'Armée Shan du Sud (SSA-S) en décembre 2011, au moins 140 affrontements ont eu lieu entre les deux parties. Le mois d'octobre 2013 n'y a pas échappé.

Du 10 au 12 octobre, 80 militaires birmans ont attaqué l'Armée Shan du Sud (SSA-S). Ils ont tiré des obus de mortier au nord de Kunhing, près de la Rivière Salween au centre de l'État Shan, et provoqué la fuite de 100 civils.

Le 13 octobre au matin, les habitants du village de Weng Pui ont été rassemblés par l'armée birmane et 18 d'entre eux ont été forcés de les raccompagner jusqu'à la route principale menant à leur base. Les villageois ont expliqué aux militaires qu'ils devaient récolter leur riz, mais ceux-ci ont scellé les portes du temple dans lequel les habitants étaient enfermés jusqu'à ce qu'ils acceptent de servir de boucliers humains. Chaque villageois a été placé entre 3 ou 4 militaires et forcé à marcher les 10 kilomètres séparant les militaires de la route où les attendaient des véhicules.



Le 26 octobre, l'armée birmane a tiré des obus de mortier de 60 mm sur une base de l'Armée Shan du Sud (SSA-S), proche de la frontière Thaï, à seulement 1 kilomètre d'un camp de déplacés de 253 villageois Shan. Ils se sont ensuite installés à 2 kilomètres de la base dans le village de Wan Ho Ha et ont interdit aux villageois de quitter le village pendant 3 jours. Ceux-ci n'ont pas été autorisés à s'occuper de leurs moyens de subsistance ni à emmener leurs enfants à l'école du village voisin.

Ces derniers affrontements seraient liés aux intérêts économiques du gouvernement birman ainsi qu'aux pressions des pays voisins. En effet, un projet de barrage mené par des entreprises chinoises et thaïlandaises est en cours sur la rivière Salween et les autorités souhaitent récupérer le contrôle de la zone avant le début de la construction.

### **L'ARMÉE BIRMANE CONTINUE DE COMMETTRE DES ATROCITÉS DANS L'ÉTAT KACHIN MALGRÉ LES NÉGOCIATIONS DE PAIX EN COURS**

Depuis la rupture du cessez-le-feu entre l'Armée Indépendante Kachin et l'Armée birmane le 9 juin 2011, il y a eu 3 négociations de paix officielles et au moins 10 discussions de paix non officielles entre les deux parties au conflit. Pourtant, depuis juin 2011, 364 villages ont été partiellement ou totalement abandonnés, et plus de 100,000 civils ont été déplacés.

« Entre chaque discussions de paix, le gouvernement birman récupère le contrôle de sites stratégiques et étend son influence militaire dans l'État Kachin » a déclaré Jessica Nhkum, secrétaire conjointe de la KWAT, « Comment peut-on penser que ce processus mènera à la paix ? ». La Kachin Women's Association Thailand (KWAT) a publié un rapport ce mois-ci, dans lequel elle dénonce les crimes commis par l'armée birmane.

Au mois de septembre, suite à des affrontements au nord de l'État Kachin, les troupes birmanes ont attaqué le village de Nhka Ga et accusé ses habitants de soutenir l'Armée Indépendante Kachin (KIA). Ils ont retenu les villageois prisonniers, torturé 10 hommes, et ont tué 3 autres. Une jeune mère a également été violée par un officier.

L'opération militaire semble directement liée aux opérations de contrôle pour l'influence du nord de l'État Kachin, zone riche en bois et en ressources minérales. Le village de Nhka Ga est situé sur la nouvelle route qui relie la frontière chinoise aux zones de concessions récemment accordées au milliardaire et ami du régime, Tay Za.

Au mois d'octobre, les attaques contre les communautés kachin ont continué dans le sud de l'État Kachin. Peu après les négociations de paix du 22 octobre, environ 1000 soldats de l'armée birmane ont attaqué et occupé deux villages dans le canton de Mansi, provoquant le déplacement de plus de 1000 personnes. Près de 400 villageois se sont retrouvés prisonniers dans l'église du village et une femme de 76 ans a trouvé la mort. Ce n'est qu'après que l'Armée Indépendante Kachin se soit finalement retirée de la route stratégique de Kaihtik-Bhamo que les troupes birmanes sont parties.



Pour Info Birmanie, le « *gouvernement birman doit cesser immédiatement ses offensives militaires contre le peuple kachin et contre toutes les minorités ethniques. Il doit retirer ses troupes des zones de conflit* ».

### **LA SOCIÉTÉ CIVILE BIRMANE EST PRÉOCCUPÉE PAR L'UTILISATION DES RESSOURCES NATURELLES AU DÉTRIMENT DES COMMUNAUTÉS LOCALES**

**Dans l'Etat d'Arakan:** « *L'État d'Arakan est un des États les moins développés, il a le second taux de pauvreté en Birmanie alors qu'il est riche en ressources naturelles comme le pétrole, le gaz et les minéraux* », « *Actuellement, le gaz de l'État d'Arakan est exporté en Chine et les projets d'extraction minière, de Zone Économique Spéciale et d'énergie hydraulique sont mis en place d'un bout à l'autre de l'État alors qu'aucun de ces projets n'a reçu le consentement du peuple arakanais.* »

Cette déclaration publiée le 21 octobre 2013 par un groupe d'ONGs, de partis politiques et d'organisations de la société civile arakanaise, fait suite à un groupe de travail organisé début octobre avec 55 représentants d'organisations arakanaises différentes.

Signée par l'ensemble des participants, la déclaration exige la suspension immédiate de tous les projets d'extraction de ressources naturelles dans l'État d'Arakan jusqu'à ce qu'un véritable système fédéral soit établi en Birmanie. Elle demande également une meilleure répartition de l'approvisionnement en électricité pour l'État d'Arakan, la restitution des terres confisquées par les militaires, les amis du régime et les entreprises, la libération des militants emprisonnés pour leur activisme en lien avec l'extraction de ressources, l'amendement de la constitution pour que toutes les ressources naturelles de l'État d'Arakan « *soit contrôlées et gérées par le peuple arakanais* » et le respect de la culture arakanaise en conformité avec les standards de l'UNESCO.

**Dans l'Etat Karenni:** Du 18 au 20 octobre 2013, le Karenni Civil Society Network (KCSN) a organisé un groupe de travail sur la gestion des terres et des ressources naturelles, entre la frontière karenni et Thaïlandaise. 48 participants de 16 organisations locales de la société civile se sont accordés sur les points suivants :

- La consultation des communautés locales et la transparence relative à l'extraction de ressources naturelles sont indispensables ;
- S'il existe un droit coutumier adéquat et bénéfique à la protection de la terre, des ressources naturelles et de la forêt, il doit être rendu obligatoire par la loi ;
- Les organisations de la société civile doivent être autorisées à visiter, observer et surveiller librement les sites et tous les projets d'investissement économique mis en place par le gouvernement et les entreprises.
- Les responsables de ces projets doivent assumer la responsabilité de leurs impacts et contribuer au développement durable et social des zones affectées ;
- Les responsables des projets doivent respecter et suivre les pratiques culturelles locales ;
- Chaque projet doit être mis en place avec les communautés locales, selon les procédures de consentement libre informé et préalable (CLIP) ;
- Les projets qui ne contribuent pas au développement de l'État Karenni ne doivent pas être mis en place dans l'État ;
- Toutes les organisations qui fournissent une assistance humanitaire doivent suivre les critères de la Humanitarian Accountability Partnership (Partenariat pour la redevabilité humanitaire) pendant la mise en place du projet. Tous les projets doivent respecter la propriété locale, ainsi que le principe de transparence et de responsabilité. Ils doivent renforcer les groupes locaux de la société civile ainsi que leur travail, sans les ignorer ou les fragiliser.



*Gazoduc de Yadana, au sud de la Birmanie*

### LES CHIFFRES DU MOIS

Les violences interreligieuses continuent.

Au mois d'octobre et seulement dans le canton de Sandoway (Etat d'Arakan),

**7** rohingyas ont été tués, **480** personnes ont été déplacées et **110** maisons et mosquées ont été détruites

**LES ÉVÉNEMENTS CLEFS DU MOIS EN BREF**

**Signature d'un accord entre le gouvernement birman et la Kachin Independence Organisation (KIO)** du 8 au 10 octobre une délégation du gouvernement birman a rencontré les représentants de la Kachin Independence Organisation (KIO) à Myitkyina, dans l'État Kachin. Un accord en 7 points a été signé, il réaffirme les points établis par l'accord du mois de mai et précise que les deux parties s'engagent à éviter les combats. Malgré cet accord, au mois d'octobre au moins 12 affrontements ont été recensés entre les troupes de l'armée birmane et la Kachin Independence Army (KIA) et 8 attaques ont été menées par les militaires birmans contre des civils kachin.

**L'opposition contre la mine de cuivre de Monywa continue.** Le 8 octobre, la compagnie chinoise Wanbao a commencé à détruire au bulldozer des terrains cultivés pour construire une barrière autour de plus de 1600 km<sup>2</sup> de terres agricoles contestées dans la région de Sagaing. Suite à la destruction de 400 km<sup>2</sup> de terres cultivées, les protestations contre la mine se sont intensifiées. Plusieurs centaines de paysans d'une cinquantaine de villages, ont organisé 6 manifestations en octobre pour protester contre la confiscation des terres, réclamer une compensation adéquate et demander l'arrêt des opérations de construction de la mine.

**72 Rohingyas condamnés à de lourdes peines de prison.** Le 17 octobre, la Cour de Buthidaung de l'État d'Arakan, a condamné 72 Rohingyas à des peines de prison allant de 4 à 14 ans de prison pour leur implication dans les émeutes de juin 2012 dans le canton de Maungdaw. La flambée des violences interreligieuses dans l'État d'Arakan remonte à plus d'un an, mais le régime birman continue d'emprisonner un grand nombre de Rohingyas en lien avec les troubles.

**56 prisonniers politiques ont été relâchés le 8 octobre.** Bien qu'Info Birmanie salue cette nouvelle, il s'agit d'une amnistie et non pas d'une grâce présidentielle, la différence réside dans le caractère conditionnel de leur libération. S'ils sont de nouveau arrêtés, les détenus purgeront le reste de leur peine initiale. Les prisonniers politiques ont une nouvelle fois été utilisés comme un outil de relations publiques pour acquérir une certaine légitimité auprès de la communauté internationale juste avant le 23e sommet de l'ASEAN.

**133 organisations de la société civile,** représentant 15 groupes ethniques en Birmanie, ont remis, le 17 octobre, une lettre conjointe au président Barack Obama, à David Cameron et au Premier ministre australien Tony Abbott, exprimant leurs vives préoccupations quant à leur engagement militaire avec l'armée birmane.

**Aung San Suu Kyi en visite en Europe.** Depuis le 18 octobre, la leader de l'opposition est en Europe. Elle s'est rendue en Belgique, au Luxembourg, en France, au Royaume Uni et en Italie. Ces occasions lui ont permis de réitérer son appel pour l'amendement de la constitution de 2008 avant les élections de 2015. Elle a déclaré que la réforme constitutionnelle était indispensable pour en finir avec « *la position spéciale des militaires* » dans la politique birmane. Interrogée par la BBC sur sa vision du nettoyage ethnique en cours contre les Rohingyas, elle a déclaré : « *la peur ne réside pas que du côté musulman, mais aussi du côté bouddhiste, [...] les musulmans ont été attaqués mais les bouddhistes aussi, [...] la réaction des bouddhistes est aussi influencée par leur peur* », refusant de reconnaître le déséquilibre entre les violences menées contre les bouddhistes et les musulmans.